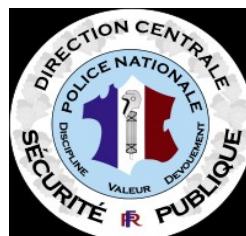




Liberté
Égalité
Fraternité

TRIBUNAL JUDICIAIRE DE DIGNE-LES-BAINS
PARQUET DU PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE



CONVENTION DE PARTENARIAT

relative au recrutement et au financement de deux intervenants sociaux

au sein de la Direction départementale de la police nationale et du Groupement de gendarmerie
des Alpes-de-Haute-Provence

Entre

L'État représenté par Marc CHAPPUIS, préfet des Alpes-de-Haute-Provence.

Le Parquet représenté par Rémy AVON, procureur de la République près le Tribunal Judiciaire de Digne-les-Bains.

La police nationale représentée par Michel MALLEA, directeur départemental de la police nationale des Alpes-de-Haute-Provence.

La gendarmerie nationale représentée par Pierre-Yves BARDY, commandant du groupement de gendarmerie des Alpes-de-Haute-Provence.

Et

Durance Lubéron Verdon agglomération représentée par Camille GALTIER,

La commune de Château-Arnoix-Saint-Auban représentée par René VILLARD,

La commune de Manosque représentée par Camille GALTIER,

La commune de Digne-les-Bains représentée par Patricia GRANET,

La commune de Sisteron représentée par Daniel SPAGNOU,

L'association de médiation et d'aide aux victimes, (AMAV), 110 rue Aimé Autrand à AVIGNON
représentée par Roger REYNAUD, président.

Préambule

Le Préfet et le Procureur, chargés de mettre en œuvre les politiques publiques en matière de prévention de la délinquance et de la radicalisation, définissent les politiques publiques d'aide aux personnes en situation difficile pour les accueillir, les accompagner et créer les conditions de leur autonomie.

Dans le cadre de leurs missions de sécurité publique, la direction départementale de la police nationale et le groupement de gendarmerie sont appelés à intervenir auprès de personnes en détresse dont les situations relèvent de problématiques sociales. L'installation de deux intervenants sociaux mutualisés entre les commissariats de police et les brigades de gendarmerie au sein même de leurs locaux permet d'assurer une prise en charge sociale de la personne parallèlement au traitement par le gendarme ou le policier. Au cœur de la politique publique de soutien aux personnes reposant sur un partenariat territorial, les intervenants sociaux en commissariat de police et en brigade de gendarmerie jouent un rôle déterminant. La définition de leurs missions par la **circulaire interministérielle NOR/INT/K/06/30043/J du 1er août 2006**, qui constitue le cadre de référence des postes, et leur déploiement au sein des départements métropolitains et ultra-marins confirment qu'ils répondent à un réel besoin d'écoute et de relais vers les acteurs sociaux.

Article 1 : Objet de la convention

Toute personne en détresse sociale détectée par un service de police et de gendarmerie nationale peut prétendre bénéficier d'une aide appropriée. Sans discrimination géographique, l'intervenant social a vocation à aider les victimes, les auteurs, majeurs et mineurs mais aussi tout tiers, en contact avec les forces de l'ordre, qui nécessiterait une intervention sociale. Afin d'optimiser et d'individualiser la réponse à ce besoin, les parties contractantes ont convenu de mettre en place deux postes d'intervenants sociaux.

- poste n°1, à compter du 1^{er} janvier 2024, maintien du poste déjà en place.
- poste n°2, à compter du 1^{er} avril 2024, création d'un nouveau poste.

Article 2 : Missions du travailleur social

Les missions confiées sont déclinées selon trois axes :

1. rôle d'accueil des personnes en situation de détresse sociale : accueil physique et/ou téléphonique, analyse et évaluation des besoins sociaux
2. rôle d'orientation et de conseil : orientation vers les services dédiés garantissant un traitement adapté
3. rôle de relais vers les partenaires (accès au droit, police, gendarmerie, justice, services sociaux, sanitaires...)

Il s'agit d'un dispositif d'action sociale qui se distingue de l'aide aux victimes, pour laquelle il vient en complément. L'intervenant social peut ainsi recevoir toute personne majeure ou mineure, dont la situation sociale est marquée par des difficultés (violences conjugales et familiales, situation de détresse et vulnérabilité, familles démunies face à l'instabilité ou l'endoctrinement de leurs enfants ou de leurs proches, etc...) après saisine des services internes, ou après interventions, orientation des services sociaux ou associatifs, ou à la demande des personnes elles-mêmes.

Il peut également procéder à une auto saisine à partir des informations recueillies ressortant de l'activité des services de sécurité de l'État. Il propose un temps d'écoute, permettant d'évaluer les

besoins et d'envisager les réponses à apporter. Sauf exception, cette action se situe dans le court terme. Il doit mettre en œuvre les orientations nécessaires pour garantir un traitement adéquat des situations. La spécificité de ce poste réside dans la croisée de plusieurs champs professionnels (social, juridique, médico psychologique, etc...) et la nécessaire complémentarité des rôles afin de développer une prise en charge globale, pour la police nationale à travers la prise de connaissance des mentions issues du registre des mains-courantes et pour la gendarmerie nationale à travers la prise de connaissance des rapports d'évènement à caractère social (Cf. fiche de poste).

De surcroît, l'intervenant social participe à l'observation départementale par l'élaboration d'un bilan d'activité statistique et qualitatif unique destiné aux parties contractantes.

Article 3 : Accès aux informations

Pour ce qui concerne la gendarmerie, l'intervenant social sera informé des situations conformément aux prescriptions du paragraphe TERTIO de la note-express n°63253 GEND/DOE/SDSPSR/BSP du 20 septembre 2018 relative au dispositif des intervenants sociaux en gendarmerie, à savoir que dans le respect du cadre juridique et déontologique d'action soit :

- il sera informé directement d'une situation de détresse sociale par tout gendarme du groupement, et notamment par les militaires référents VIF des brigades territoriales ou membres de la Brigade de Protection des Familles (BPF),
- il s'autosaisira à partir du résumé hebdomadaire de l'activité à caractère social délivré par le groupement de gendarmerie départementale.

Pour ce qui concerne la police, les informations en lien avec les enquêtes pénales ou issues des mentions de la main courante informatisée seront communiquées par tout moyen à l'intervenant social, principalement par les référents violences intrafamiliales désignés dans chacun des commissariats de Digne-les-Bains et Manosque dans le cadre de l'autorisation permanente du Parquet près le Tribunal judiciaire de Digne-les-Bains, mais également en cas de nécessité par tout personnel actif de la direction départementale de la police nationale.

Article 4 : Profil du poste et procédure de recrutement

Une fiche de poste est annexée à la présente convention.

Les intervenants sociaux exercent leurs missions durant les jours ouvrés au sein des locaux des commissariats de Digne-les-Bains et Manosque et de la caserne du groupement de gendarmerie de Digne-les-Bains ou au besoin dans les autres brigades de gendarmerie du département :

- Sous l'autorité fonctionnelle du Directeur départemental de la police nationale et du Commandant du groupement de gendarmerie départementale qui fixent les conditions d'exercice de son activité par note de service interne, en accord avec les parties signataires.
- Sous l'autorité hiérarchique du Président de l'association de médiation et d'aide aux victimes (AMAV).

Aucune astreinte n'est prévue sur ce poste. L'agent ne peut être sollicité pour intervenir la nuit.

Le recrutement s'effectue dans le cadre d'une commission d'embauche organisée par l'association de médiation et d'aide aux victimes et composée notamment du Directeur départemental de la police nationale, du commandant du groupement de gendarmerie, du préfet ou de leurs représentants.

Cette commission n'a qu'une valeur consultative, le choix final quant au recrutement incombe à l'employeur.

L'inscription aux formations proposées par l'Association Nationale d'Intervention Sociale en Commissariat et Gendarmerie (ANISCG) est encouragée pour faciliter la prise de fonction de l'intervenant. Les autorités fonctionnelles, quant à elle, veillent à favoriser l'intégration et l'identification du professionnel au sein de leur service et peuvent lui proposer des sessions de formation.

Article 5 : Cadre juridique, déontologique de l'intervention

L'action de l'intervenant social s'inscrit dans le cadre légal et respecte les règles éthiques et déontologiques du travail social.

Il ne participe en aucun cas à des investigations dans le cadre d'enquête judiciaire.

Les deux autorités sont garantes du respect des obligations légales et déontologiques de l'ISCG.

Article 6 : Statut - rémunération

Les professionnels recrutés conservent le cas échéant leurs conditions statutaires ou conventionnelles.

Article 7 : Locaux équipements

Les services s'engagent à fournir tous les moyens matériels nécessaires à l'exercice des missions des intervenants sociaux :

- un bureau dédié à l'intervenant social garantissant le respect des règles de confidentialité,
- le matériel administratif nécessaire.

L'association de médiation et d'aide aux victimes mettra à sa disposition :

- un téléphone portable,
- un ordinateur lui assurant une autonomie dans son travail.

Article 8 : Financement – cf. annexe financière

Poste 1 :

Coût annuel estimé du poste: 38 250€

Pendant la durée de la convention, l'État s'engage à verser une participation annuelle à hauteur maximale de 33 % soit 12 622,50€.

Les autres co-financeurs (Conseil départemental, Durance-Lubéron-Verdon-agglomération, Château-Arnoux-Saint-Auban, Manosque, Digne-les-Bains et Sisteron) s'engagent à contribuer à hauteur de 67 % soit 25 627,50€.

Poste 2 :

Mis en ligne le 27/06/2024 à 14h54

REÇU EN PREFECTURE

le 27/06/2024

Application agréée E-legalite.com

99_DE-004-210402095-20240626-2024_06_04_

Coût annuel estimé du poste : 38 250€

Pendant la durée de la convention, l'État s'engage à verser une participation annuelle à hauteur maximale de 80% la première année soit 22 960€ pour 9 mois, 50 % la 2ème année soit 19 125€ et de 33 % soit 12 622,50 € les années suivantes.

D'autres acteurs tels que Durance-Lubéron-Verdon-agglomération, Château-Arnoux-Saint-Auban, Manosque, Digne-les-Bains et Sisteron s'engagent à contribuer, avec les autres cofinanceurs qui auront été mobilisés, à hauteur de 20% la première année soit 5 740€ , de 50 % la seconde soit 19 125 € et 67 % la troisième soit 25 627,50€.

Chaque année un avenant à cette convention fixera le montant de la participation de chacun des signataires tenant compte de l'évolution de la part accordée au titre du FIPD.

L'employeur s'engage ainsi à financer le salaire de l'intervenant social le 1^{er} de chaque mois.

Pour les années suivantes, en application des règles de droit commun s'appliquant aux postes d'intervenant social en commissariat et gendarmerie telles que définies par le secrétariat général du comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (SGCIPDR), des cofinancements complémentaires seront recherchés.

Article 9 : Comité de suivi

Un comité de suivi est constitué, il est composé de :

- Monsieur le Préfet ou son représentant,
- Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal Judiciaire de Digne-les-Bains ou son représentant,
- Madame la Présidente du Conseil départemental ou son représentant,
- Monsieur le Directeur départemental de la police nationale ou son représentant,
- Monsieur le Commandant du groupement de la gendarmerie départementale ou son représentant,
- Madame la Déléguée départementale aux droits des femmes et à l'égalité,
- Monsieur le Président de l'association de médiation et d'aide aux victimes, (AMAV)

Ce comité examine tous les ans, le bilan d'activité du professionnel. Sur la base de ce bilan il peut formuler des préconisations afin d'améliorer ses conditions d'intervention dans le respect des objectifs et missions de la présente convention.

Article 10 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans. Un avenant interviendra avant la fin de l'année 2024, en concertation entre les présentes parties contractantes et les nouveaux partenaires pour préciser le financement des parties pour les années 2025 et 2026. A échéance, sa reconduction fera l'objet d'une nouvelle concertation. Elle est décidée par période successive de 3 ans.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée trois mois avant la date d'expiration. Le non-versement des crédits prévus constitue une clause suspensive immédiate.

Fait à Digne-les-Bains, le

Mis en ligne le 27/06/2024 à 14h54

REÇU EN PREFECTURE

le 27/06/2024

Application agréée E-legalite.com

Le Préfet des Alpes-de-Haute-Provence

Le Procureur de la République

Marc CHAPPUIS

Rémy AVON

Le Maire de la commune de Manosque

La Présidente du Conseil Départemental

Camille GALTIER

Éliane BAREILLE

Le Maire de la commune de
Château-Arnoux-Saint-Auban

Le Maire de la commune de Sisteron

René VILLARD

Daniel SPAGNOU

La Maire de la commune de Digne-les-Bains

Le Président de Durance Lubéron Verdon
agglomération

Patricia GRANET

Camille GALTIER

Le Directeur départemental de la police nationale
des Alpes-de-Haute-Provence

Le Commandant du groupement de gendarmerie
des Alpes-de-Haute-Provence

Michel MALLEA

Pierre-Yves BARDY